LA FIN D'UN MIRAGE

OU LE RALLIEMENT DES VILLAGES " BIG NAMBAS " DU NORD DE MALEKULA NOUVELLES-HÉBRIDES

En Mélanésie, dans certains archipels, la légende veut qu'il existe encore des " sauvages " qu'évidemment l'on traite de cannibales. Un chapitre d'histoire locale va nous montrer la distance qu'il y a entre cette fiction et la réalité actuelle.

Il faut tout d'abord rappeler le passé trouble des Nouvelles-Hébrides. Au début du 19e siècle, la recherche du Santal avait amené dans les parages, tout un lot d'aventuriers. Le bois de Santal s'épuisant, ces hommes se transformèrent en négriers, pour le compte des planteurs de canne à sucre du Queensland. Après que l'Australie eut inauguré vers 1900 sa politique « blanche » actuelle, le commerce de la main-d'œuvre continua à prospérer pendant quelques décades au profit des planteurs qui s'étaient installés assez nombreux dans l'archipel. Mais peu à peu, l'indigène évoluant et le Gouvernement du Condominium intervenant avec plus d'efficacité pour réprimer les abus, la situation se stabilisa. Aujourd'hui le marché du travail est devenu normal ; seuls les colons qui traitent leurs gens avec humanité et leur donnent des salaires suffisants obtiennent régulièrement de la main-d'œuvre, d'autant plus que souvent l'indigène préfère rester chez lui et faire son propre coprah, plutôt que d'aller travailler à l'extérieur.

La plupart de ces indigènes sont aujourd'hui christianisés. Il reste néanmoins dans l'intérieur des plus grandes îles, quelques groupes qui ont été moins touchés par l'impact de la civilisation européenne. Le plateau nord-ouest de Malekula (ou Mallikolo) est le plus célèbre de ces districts, habité par des populations dites « Big Nambas », pour l'étui pénien (*nambas*) de grande taille qui constitue l'essentiel de leur costume.

ORSTOM Fonds Documentaire
N° : 22924
Cote : B
BIBLIOTHÈQUE SCD-2 O.R.S.T.O.M.

L'opinion courante voulait que ces gens fussent les ennemis irréductibles des Blancs, qu'ils ne rêvaient que de les abattre par traîtrise, pour en faire les délices de leurs festins. Certains littérateurs et cinéastes avides de couleur locale ont abondamment brodé sur ce thème (1). Il y a vingt cinq ans, un ethnologue anglais, qui passa quelques jours sur la côte offrait un jugement analogue bien que plus mesuré : « Cette population, disait-il, a été poussée à cette attitude hostile, comme seule manière d'assurer sa propre survie ». En 1939, un recruteur, Mazoyer, qui avait bien des reproches à se faire, fut tué pour un enlèvement de femmes et l'Administraton dut déclarer la région zone interdite.

Certains facteurs matériels ont facilité la conservation de cette indépendance ; la côte est inhospitalière, les villages se situent sur un plateau calcaire entre 4 et 500 m. d'altitude, sans eau et où les cocotiers ne réussissent pas. Un seul missionnaire a essayé de s'installer au début du siècle ; il y est mort dans la deuxième année de son séjour. Jusqu'à présent, on ne savait le chiffre exact de la population, et les bruits qui couraient sur l'importance de leur armement sont dans une grande mesure responsables de la prudence administrative.

Pourtant, il n'y avait guère d'autre mystère que celui qu'on se plaisait à entretenir. Le district constitue depuis plus d'un demi-siècle, un réservoir régulier de main-d'œuvre pour les colons Hébridais. Evidemment, les recruteurs ne dépassaient généralement pas la plage ; mais cette conduite était déterminée bien plus par leur incuriosité et leur mauvaise conscience que par un danger réel. De nombreux voyageurs, scientifiques, cinéastes, hommes et femmes, sont montés dans les villages, et ont même assisté à des danses ; ils ont toujours été bien reçus. Et si aujourd'hui l'Administrateur y monte après avoir désarmé ses miliciens, c'est bien plus afin de rassurer les indigènes que de les propitier. Il est curieux de voir la réciprocité de cette crainte, d'ailleurs bien plus fondée de la part des indigènes. Il faut ce dire aussi que l'indigène, fin psychologue à sa manière, adore raconter au blanc de passage des histoires plus ou moins vraies, rendues sanglantes à plaisir ; s'étant aperçu qu'on le croyait, il en tire le maximum, sachant ce que sa réputation lui vaut de tranquillité.

On ne peut nier néanmoins qu'une certaine prudence fut de mise. Ne subissant aucun contrôle administratif, les « Big

(1) cf. T. Harrisson — Savage Civilization, et le film d'Antoine et Lugeon : Les mangeurs d'hommes.

Nambas » voyaient récemment dans une vendetta l'essentiel de la justice. Deux ou trois Européens seulement en ont fait les frais. Les affaires de meurtres concernent presque exclusivement des indigènes. On pouvait distinguer jusqu'à présent deux cas : les guerres entre villages ou le meurtre de chrétiens.

Autrefois, la guerre entraînait peu de pertes. Jamais de combat rangé, rien que des embuscades organisées souvent entre tribus voisines. Longuement préparée et décidée après consultation d'augures, l'affaire durait quelques minutes, et étant donné les armes employées, casse-têtes et lances, il n'était pas toujours certain que l'adversaire laisserait un cadavre sur le terrain. Quoiqu'il en soit, les guerres étaient coupées de longues trèves ; les ennemis se mariaient entre eux ou s'invitaient à leurs fêtes. La guerre n'était qu'un des moteurs de la vie sociale. Avec l'introduction des armes à feu, et surtout avec l'habileté acquise dans leur maniement, les choses ont bien changé. Les groupes les plus importants, étant les mieux armés — le travailleur de retour des plantations, était rapatrié avec fusils et cartouches — avaient donc un avantage militaire définitif. Au cours des deux dernières décades, plusieurs villages durent changer de résidence, parfois même changer d'île, pour éviter l'extermination. Mais il n'y eut jamais occupation du terrain abandonné, ni soumission des vaincus. Si la guerre avait pris une allure plus moderne, la notion de conquête n'avait pas pénétré les esprits. Le groupe qui émergea alors, parce qu'il pouvait mobiliser plus d'hommes que les autres, était celui dit des Amox (1). Fait curieux, leur chef ne s'avisa de jouer de rôle politique que sur un plan très général, vis à vis de ce qu'ils considéraient comme les empiètements missionnaires.

Les missions — surtout presbytériennes et adventistes du 7ème jour — avaient depuis longtemps abandonné tout projet de pénétration directe. On envoyait des "teachers" dûment stylés accomplir le travail préparatoire. Malheureusement, ces hommes étaient souvent imbus de leur rôle au point d'oublier toute prudence, croyant d'ailleurs que leur missionnaire et l'administration du Condominium les soutiendraient. Originaires d'autres parties de l'archipel et ne sachant rien des coutumes locales, ils se mêlaient à tort et à travers des affaires des païens. Ils avaient en particulier une fâcheuse tendance à donner asile, en tout bien tout honneur, aux femmes de polygames enfuies. Généralement, les représailles ne tardaient guère. C'est ainsi

(1) x prononcé comme la jota espagnole.

que le martyrologe des " teachers " comprend aujourd'hui plus d'une douzaine de noms. Les derniers ont été tués sur l'ordre direct du chef des Amox.

Mais qu'en était-il du cannibalisme, dira-t-on ? Pour répondre à cette question, il faut d'abord préciser les conditions dans lesquelles il vient à être pratiqué. Si l'on peut emporter le corps d'un ennemi tué, on l'expose sur la place de danse avant de le découper et de disperser les morceaux dans tous les villages des alentours ; ainsi la quantité de viande humaine consommée par individu est très faible. D'autre part, les gens de villages considérés comme de même souche ne peuvent se manger entre eux, ce qui restreint de beaucoup les possibilités ; on ne peut donc assister aux cas de gourmandise qui se produisaient par exemple en Calédonie où le chef pouvait choisir " sa viande " parmi ses sujets. D'ailleurs à date ancienne, l'élevage de cochons (1) a toujours été assez important pour satisfaire les appétits de nourriture carnée. En fait, le dernier cas de cannibalisme date de quelques années avant guerre. Les hommes tués ces dernières années n'ont pas été mangés.

Le salut dans la fuite, qui fut cherché par les derniers villages vaincus, ne laissait pas la possibilité de traité de paix de la manière traditionnelle, le vaincu envoyant une victime humaine — choisie dans un clan spécial — comme prélude aux négociations ; la paix était alors scellée par un échange de cochons de valeur, chaque partie recevant autant de bêtes qu'elle avait eu d'hommes tués. Il semble que les exigences des Amox demandant la livraison de femmes en plus de la victime humaine, aient empêché toute tentative de paix analogue. Aussi cette autre possibilité de cannibalisme n'a-t-elle pu se réaliser récemment.

On conçoit maintenant les difficultés de la tâche qui attendait l'administration du Condominium, telle qu'elle fut établie par le protocole de 1914. Aucune des deux nations participantes n'avait le droit de stationner des forces armées dans l'archipel. Dépourvu de moyens répressifs pour le cas où il rencontrerait une résistance, le contrôle administratit ne dépassa guère les régions côtières. En ce qui concerne le plateau Big Nambas, il se révéla inopérant. Cette sage prudence était peut-être exagérée. Après le meurtre de Mazoyer, une action rapide permit d'arrêter les coupables sans dificultés ; mais il fallait éviter une expédition de représailles organisée par les colons. On

(1) le cochon mélanésien (sus papuensis) existait déjà à l'arrivée de Cook, sauf en Nouvelle-Calédonie.

adopta alors un plan prévoyant l'interdiction de la région, dans l'espoir, qui s'est révélé vain, d'empêcher le trafic d'armes et de munitions.

A la fin de la dernière guerre, la situation locale était devenue anarchique. Les gens de Maxawe, les derniers à le faire, fuirent vers le Nord et leur exode eut comme spectateurs l'équipage d'un aviso français qui transportait le Résident de France, M. Ménard.

Cet exode marqua le retournement de la situation. L'Administrateur Délégué de Malekula, M. Guesdes, s'attacha à résoudre le problème (1). Pratiquant en même temps une politique de présence et d'administration indirecte, il visita les villages Amox et sut utiliser le symbolisme indigène. Sur ses instructions, des feuilles de cycas — marque d'interdit rituel — furent portées dans les différents villages, pour proclamer la fin de la " musket-law ". Cette décision fut assurée par un judicieux et prudent règlement des litiges entre les Amox et leurs adversaires. On passa l'éponge sur les meurtres même récents, afin de faciliter l'établissement du nouvel état de choses. Il se conclut ainsi une entente tacite entre les indigènes et l'administration : on règlerait leurs querelles à mesure qu'elles surgiraient en compensation de leur abandon de la vendetta. Le contrôle administratif nécessaire pénétrait ainsi progressivement, d'autant que les modalités en étaient plus adaptées à la tradition. La facilité avec laquelle les indigènes acceptèrent ainsi l'autorité du " Capman" (2) est mesure de leur satisfaction. Les plus ouverts voyaient le danger d'extinction du groupe que provoquaient les guerres devenues trop sanglantes ; d'autre part, ils désiraient bénéficier de soins médicaux, ayant été décimés récemment par de cruelles épidémies. On avait mis à mort ceux que l'on accusait d'avoir provoqué ces morts par sorcellerie, mais on acceptait volontiers l'espoir qu'apportait les techniques thérapeutiques européennes. C'est d'ailleurs sur ce sentiment que joue la propagande missionnaire actuelle. L'organisation de séances de piqûres — contre le pian — est utilisée par " Pères " et " Révérends " comme la meilleure méthode de pénétration. En fait les indigènes prennent les soins, mais ne se convertissent que s'ils ont affaire à une seule confession, afin de s'assurer la régularité de ces avantages matériels. La chefferie des Amox, ayant réussi à jouer entre trois Missions, refuse obstinément de faire son choix.

---

(1) Plus récemment son successeur, M. Chadeau, a poursuivi et affirmé la même politique.

(2) Nom de l'Administrateur en bichelamar.

Cela nous amène à examiner de plus près la situation actuelle. Il apparaît que l'Administration Française a réussi un effort délicat, en utilisant des moyens très simples, avec le minimum de friction et d'intervention dans les affaires intérieures des divers groupes. Du simple point de vue démographique, on ne peut que s'en féliciter. Mais ce ne peut être considéré que comme un commencement.

D'un point de vue géographique superficiel, on est amené à distinguer entre l'intérieur et le bord de mer, entre les chrétiens et les païens. Les villages chrétiens de la côte sont situés au pied de la falaise où s'arrête la dernière avancée du plateau ; ils sont de formation récente — pas plus de dix ans d'existence, et souvent même moins. Ce sont des groupements nombreux — 100 à 200 habitants — artificiels, englobant des éléments venus de plusieurs anciens villages : anciens convertis, réfugiés, indésirables divers. Avec la période de paix actuelle, ils tendent à éclater, les clans se regroupent pour rejoindre leur ancien territoire, du moins quand celui-ci comprend un débouché maritime.

A l'intérieur, une série de villages s'étale sur une ligne parallèle à la côte, à plusde deux heures de marche pénible. Il sont gouvernés par des chefferies indépendantes qui menacent aujourd'hui de se désagréger.

Le problème est dans l'**évolution actuelle** très rapide des indigènes. Tout se passe comme s'ils avaient attendu aujourd'hui pour tirer les conclusions de leurs quelques soixante dix ans de contact régulier avec les Européens. En trois ou quatre ans, ils sont passés du stade des guerres inter-tribales à la coalition de villages pour obtenir des recruteurs de meilleures conditions de salaires. Ils veulent acquérir rapidement les possibilités qu'offre la civilisation matérielle des Blancs ; possibilités qu'ils connaissent, mais que leur isolement culturel les avaient empêché d'introduire progressivement à l'intérieur de leur organisation sociale. Pour rompre cet isolement ils ne voient d'autre méthode que de descendre au bord de mer. Et déjà apparaissent des heurts pour des questions de terrains, entre les rares survivants de villages disparus et ceux qui voudraient occuper les terrains pratiquement abandonnés. Il y a là un problème délicat de regroupement des terres, afin de donner satisfaction aux diverses aspirations.

Une autre face du même problème est ce que deviendra la société indigène. Les chefferies dominent une série de clans, parfois groupés en plusieurs villages. Ces chefferies ont

un rôle essentiellement cérémoniel et ne sont pas préparées à jouer un rôle politique ; où elle sont encore puissantes, elles tendent à empêcher la descente vers la côte.

C'est dans cette mesure surtout que les chefferies s'opposent aux missions. L'indigène de brousse n'a d'autre exemple de ce qu'il lui serait possible que les villages chrétiens du bord de mer. Il est amené à lier dans son esprit un niveau de vie plus élevé avec le ralliement à une confession chrétienne ; pour lui la loi inéluctable de l'évolution nécessite le passage à la " school " (1). L'expérience locale prouve que si le chef ne se convertit pas, la conversion de ses sujets consomme la ruine de son autorité. Cette conversion serait en tout cas la fin de tous les privilèges qui font le prestige de la chefferie, du moins pour les plus importantes : grand nombre de femmes, droit de vie et de mort, rôle prééminent dans les cérémonies, interdits autour de la personne du chef. Constatation qu'impose l'attitude traditionnellement peu nuancée des missions aux Hébrides, qui insistent sur un abandon quasi-total des coutumes, classées sans examen sous l'étiquette péjorative de « heathen » ou « belong darkness » ; cette intransigeance est augmentée encore de celles des « teachers » souvent bien plus iconoclastes que leurs maîtres. Il faut dire, à leur décharge, qu'il semble impossible aux missions, de revenir sur cette politique : l'opinion indigène la considère comme allant de soi, et elle est préparée à l'accepter, une fois fait le saut. En pratique la conversion implique pour la société indigène, un changement presque total d'organisation (2).

On pourrait considérer une autre éventualité, celle qui ne se présente pas à l'esprit des intéressés, et dont l'Administration pourrait se faire l'initiatrice. Il s'agirait de fixer les groupements restés païens, sans toucher à leur structure sociale actuelle. Cela impliquerait au mieux la construction d'une route automobilable, et en tout cas le creusement de puits ou l'établissement de citernes, le stationnement d'infirmeries indigènes et la construction d'écoles dans l'intérieur. Puisque le cocotier ne réussit pas à cette altitude, il faudrait introduire d'autres cultures de rapport, afin d'assurer une certaine indépendance économique aux indigènes. Ce programme semble simple, mais tous les éléments en sont indépendants. A l'échelle des Hébrides, et pour un district qui ne comprend guère plus de 1.500 habitants, cela représente des crédits relativement importants, mais qui pourraient se voir ventilés sur une période de plusieurs années.

---

(1) terme qui en bichelamar désigne toute église chrétienne
(2) Ce n'est pas le cas de tous les champs de mission du Pacifique Sud.

L'Administration française a établi un plan extrêmement intéressant (1) de construction d'écoles et de dispensaires consacrés en grande partie à la population indigène. Mais, si les crédits sont accordés par la Métropole, une faible partie seulement en sera affectée à ce district, ne permettant l'établissement que d'une école et d'un dispensaire qui, pour des raisons de commodités, seront certainement construits au bord de mer.

On est donc fondé à croire que l'alternative qui laisserait à l'indigène « Big Nambas », plus de liberté dans son évolution, ne pourra se produire. Ainsi sans vouloir se livrer à de vains regrets d'ordre littéraire, que peut conclure l'observateur ? Sinon qu'il assiste aux derniers moments d'une société indigène d'autant plus intéressante qu'elle avait plus longtemps survécue. Les conditions locales lui sont aujourd'hui défavorables. Demain, la légende des « Big Nambas » ne sera plus qu'une image du passé. Les villageois correctement habillés seront dominés par des intermédiaires, le « teacher, » le « policeboy » et le « store keeper » (2).

L'expérience prouve que ce ne sera qu'un stade transitoire, avant qu'une nouvelle structure originale, plus adaptée, ne rende à cette Société mélanésienne une partie de son autonomie. Si l'Administration sait s'y adapter, elle aura alors à jouer, un rôle éducatif précieux.

JEAN GUIART

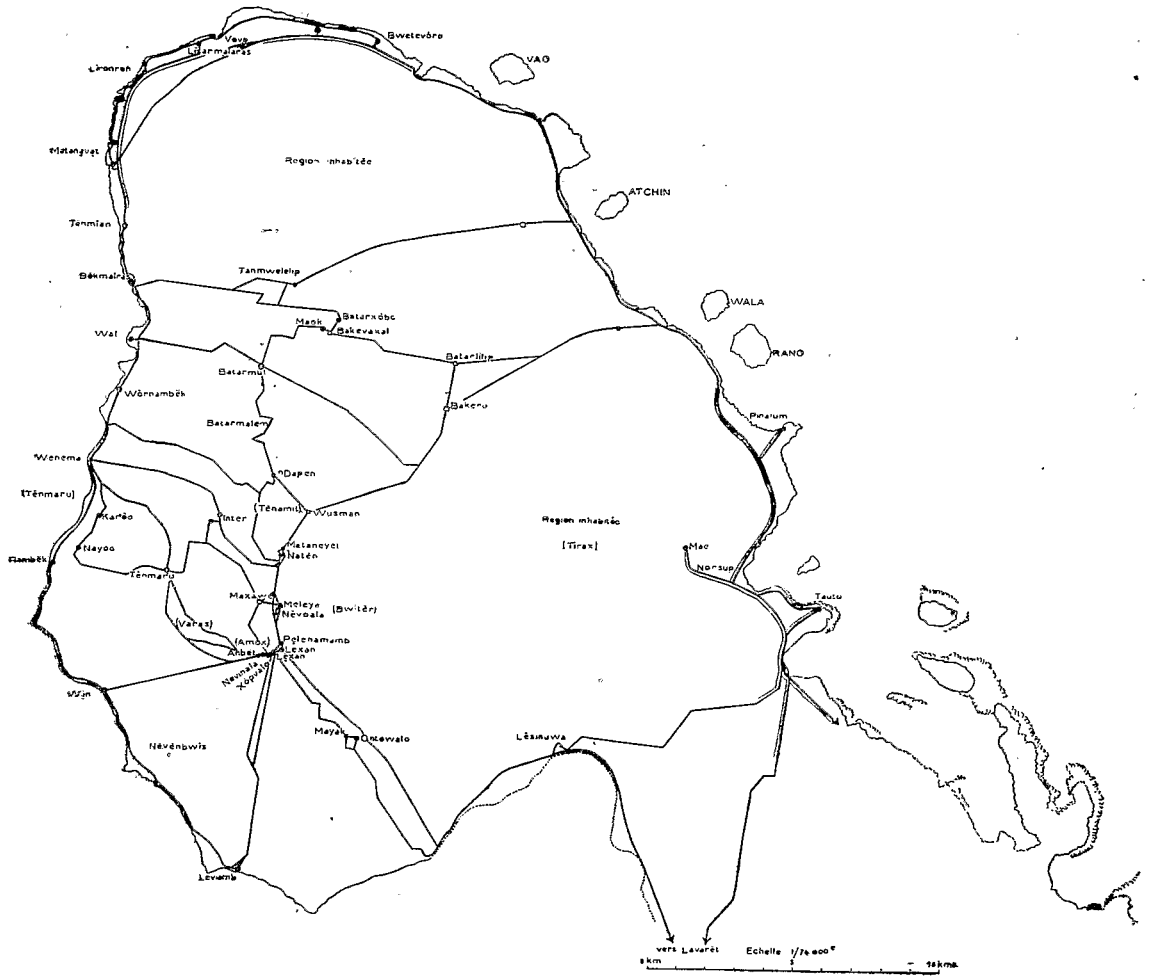
Institut Français d'Océanie

Mars 1951

---

(1) Dû à l'initiative du Résident de France, M. Anthonioz.

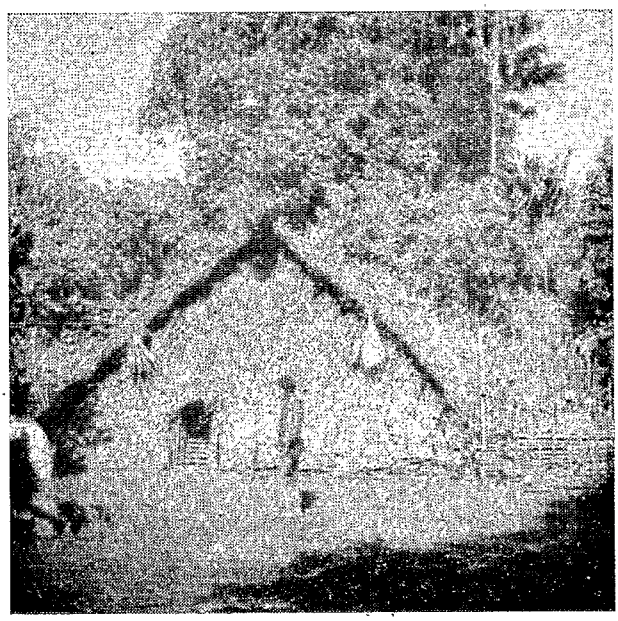
(2) Commis de magasin.



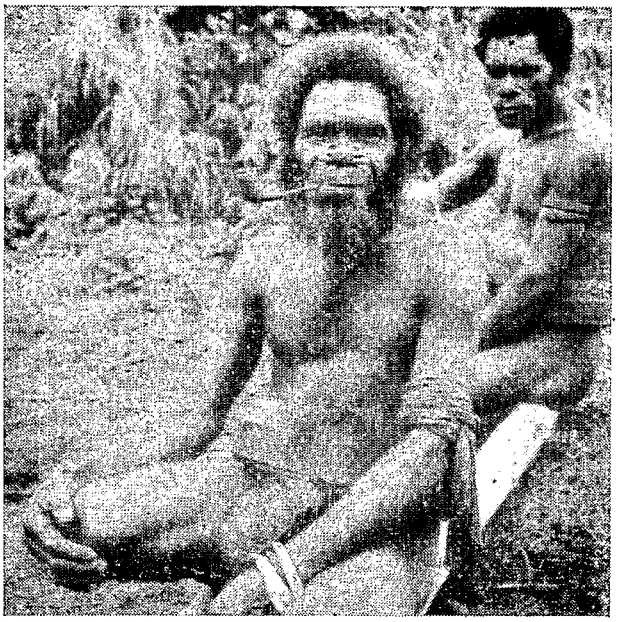
CARTE DU NORD DE MALEKULA.

Réalisée par J. GUIART.

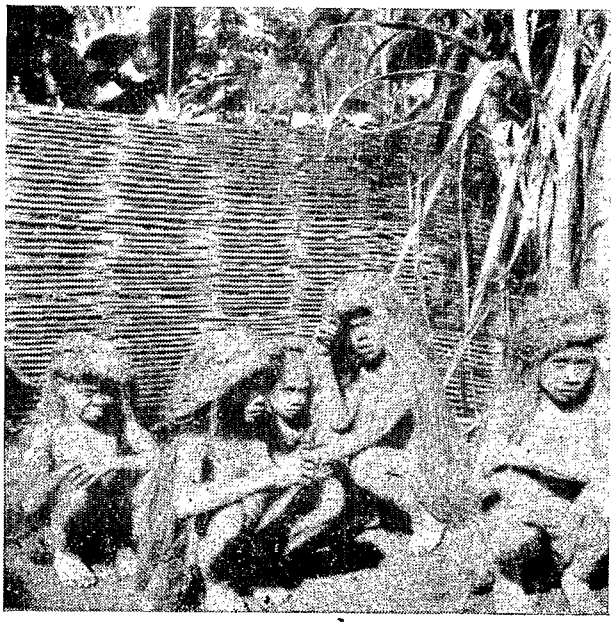
LE PLATEAU « BIG NAMBAS » VU D'UN SOMMET PRÈS DE BATARMUL.
Photo J. Guiart.



CASE DES HOMMES (*namèl*) DE LEXAN, GROUPE DES AMOX.
Planche n° 1. *Photo J. Guiart.*



LE VIEUX TUSAY, GRAND PÈRE DU GRAND CHEF AMOX
Photo J. Guiart.



GROUPE DES FEMMES DU CHEF DES AMOX
Photo J. Guiart.

Planche n° 2.